

RAPPORT FINANCIER 2017 CONSOLIDÉ

Exercice terminé le 31 décembre



Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Rosemère

Code géographique : 73020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

Le 30 avril 2018

Attestation de la trésorière sur le rapport financier consolidé

Aux membres du conseil,

Je soussignée, Jocelyne Montreuil, atteste la véracité du rapport financier consolidé de la Ville de Rosemère pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes au budget de la Ville de Rosemère pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 18 décembre 2017.

La directrice du Service des finances et trésorière,



Jocelyne Montreuil, CPA, CA

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la **Ville de Rosemère** et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Rosemère** et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Rosemère** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 17 et 19, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Les états financiers de la **Ville de Rosemère** pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée en date du 5 juin 2017.



Vaudreuil-Dorion,
Le 30 avril 2018

1

¹ CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	23 915 300	23 659 016	23 862 303
Compensations tenant lieu de taxes	2	505 500	506 515	529 633
Quotes-parts	3	273 900	965	
Transferts	4	2 067 800	1 970 433	5 832 602
Services rendus	5	3 348 100	2 860 537	3 420 783
Imposition de droits	6	1 325 000	1 304 020	1 416 365
Amendes et pénalités	7	1 660 400	1 602 492	1 671 524
Revenus de placements de portefeuille	8	50 000	89 085	78 817
Autres revenus d'intérêts	9	109 000	140 206	88 979
Autres revenus	10	154 000	712 229	574 711
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	33 409 000	32 845 498	37 475 717
Charges				
Administration générale	14	4 861 000	4 760 477	4 537 527
Sécurité publique	15	6 207 200	6 085 387	6 527 498
Transport	16	10 909 000	8 981 446	10 122 035
Hygiène du milieu	17	7 230 900	7 086 099	6 699 560
Santé et bien-être	18	215 900	217 748	227 541
Aménagement, urbanisme et développement	19	775 600	753 006	732 222
Loisirs et culture	20	4 485 900	4 267 233	4 263 383
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	689 700	784 840	769 557
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	35 375 200	32 936 236	33 879 323
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 966 200)	(90 738)	3 596 394
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		66 340 582	62 744 201
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(172 107)	(13)
Solde redressé	28		66 168 475	62 744 188
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		66 077 737	66 340 582

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 968 437	7 535 284
Débiteurs (note 5)	2	11 979 756	13 041 300
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	125 613	160 957
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	18 073 806	20 737 541
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	8 107 608	5 399 986
Revenus reportés (note 12)	12	222 900	173 824
Dette à long terme (note 13)	13	27 017 338	27 542 822
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 183 098	920 410
	15	36 530 944	34 037 042
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(18 457 138)	(13 299 501)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	83 267 014	78 280 102
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	789 601	789 601
Stocks de fournitures	19	338 493	314 761
Autres actifs non financiers (note 17)	20	139 767	255 619
	21	84 534 875	79 640 083
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	66 077 737	66 340 582

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 966 200)	(90 738)	3 596 394
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	11 844 400 ) (	9 357 666 ) (	3 729 299)
Produit de cession	3		63 958	884 535
Amortissement	4	3 909 400	4 153 100	4 127 883
(Gain) perte sur cession	5		(43 254)	(467 637)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(7 935 000)	(5 183 862)	815 482
Variation des propriétés destinées à la revente	8			1
Variation des stocks de fournitures	9		(23 732)	41 868
Variation des autres actifs non financiers	10		114 745	(157 834)
	11		91 013	(115 965)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		25 950	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(9 901 200)	(5 157 637)	4 295 911
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(13 299 501)	(17 596 398)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			986
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(13 299 501)	(17 595 412)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(18 457 138)	(13 299 501)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(90 738)	3 596 394
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 153 100	4 127 883
Autres			
- Gain sur disposition	3	(43 254)	(467 637)
- Variation JV placement	4	30 563	26 804
	5	4 049 671	7 283 444
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	198 950	(2 427 546)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	3 466 165	16 488
Revenus reportés	9	125 373	101 961
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	262 688	(11 754)
Propriétés destinées à la revente	11		1
Stocks de fournitures	12	(23 732)	41 879
Autres actifs non financiers	13	114 743	(157 834)
	14	8 193 858	4 846 639
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(9 357 666)	(3 729 299)
Produit de cession	16	63 958	884 535
	17	(9 293 708)	(2 844 764)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(47 678)	(35 317)
Remboursement ou cession	19	52 459	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		302 500
	22	4 781	267 183
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	6 401 495	4 924 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(6 894 863)	(5 233 785)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(129 470)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	3 549	20 220
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(489 819)	(419 035)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(1 584 888)	1 850 023
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	7 535 284	5 685 261
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	18 041	
Solde redressé	33	7 553 325	5 685 261
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	5 968 437	7 535 284

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rosemère (la Ville) est un organisme municipal existant en vertu de la *Loi sur les cités et villes* de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

L'expression « administration municipale », indiquée aux renseignements complémentaires, réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

	Quotes-parts 2017	Quotes-parts 2016
Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine (RIAERL)		
Activités de l'exercice :	64,86 %	65,43 %
Activités cumulatives à la fin de l'exercice :	58,69 %	58,69 %
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville		
Ativités de l'exercice :	23,05 %	22,70 %
Activités cumulatives à la fin de l'exercice :	22,44 %	22,42 %
Conseil intermunicipal de transport Laurentides* (CITL)		
Activités de l'exercice :	9,45 %	9,16 %
Activités cumulatives à la fin de l'exercice :	6,33 %	6,33 %

* L'adoption du projet de Loi 76 le 20 mai 2016 a mené à la dissolution du Conseil intermunicipal de transport des Laurentides le 1er juin 2017.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Ville de Rosemère, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme à l'état consolidé de la situation financière et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	40 ans
Bâtiments	40 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Améliorations locatives	3 - 10 ans
Véhicules	5 - 15 ans
Ameublement et équipement de bureau	4 - 20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	4 - 20 ans

L'amortissement est porté en réduction de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Les revenus sont comptabilisés selon les critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et compensations tenant lieu de taxes concernant les modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, que les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versés par l'employeur. Un passif est constaté dans les créiteurs et charges à payer pour des cotisations dues, non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville (Régie) et le Conseil intermunicipal de transport Laurentides (CITL) est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la CITL et le versement effectué par la Ville de Rosemère sous forme de cotisations volontaires au régime de retraite sont également comptabilisés comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Pour les employés de la Ville et de la Régie, en plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent également les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville et de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode de la valeur marchande pour la Régie et selon la méthode de la valeur marchande pour le volet courant et de la valeur lissée 3 ans pour le volet antérieur pour la Ville. De plus, la Régie a tenu compte du solde de cotisations versées d'avance de l'employeur à la fin de l'année 2017 et a soustrait cette somme à la valeur marchande de l'actif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement à la charge de l'exercice. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, le montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquels l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Pour la Ville

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
 - pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.

Pour la Régie

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestation déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 535 470	2 848 689
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	1 432 967	4 686 595
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	5 968 437	7 535 284
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	228 489	367 122
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	3 375 200	1 992 000
Note			
Le placement à court terme est constitué de dépôt dans un compte de placements temporaires portant intérêt à des taux variant de 0,70% à 1,05% selon la tranche de placement.			
Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composées des éléments suivants:			
- Fonds de parc et terrains de jeux: 187 816 \$			
- Fonds d'oeuvres d'art: 22 500 \$			
- Fonds de roulement: 10 607 \$			
- Fonds de stationnement: 7 566 \$			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	752 171	444 770
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	1 214	1 214
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	7 327 097	8 336 985
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 523 629	2 750 226
Organismes municipaux	15	518 611	287 601
<i>Autres</i>			
- Amendes et frais de cour	16	650 450	708 389
- Mutation et autres	17	1 206 584	512 115
	18	11 979 756	13 041 300
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	5 412 193	6 298 353
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21	350 000	
	22	5 762 193	6 298 353
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	342 598	302 922

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

6. Prêts	
Prêts à un office d'habitation	24
Prêts à un fonds d'investissement	25
Autres	
-	26
-	27
	28
Provision pour moins-value déduite des prêts	29
Note	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	125 613	160 957
Autres placements	31		
	32	125 613	160 957
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les placements à titre d'investissement correspondent aux quotes-parts versées annuellement par la Ville de Rosemère et la Régie intermunicipale Thérèse-De Blainville au fonds collectif de franchise d'assurance.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(610 098)	(384 410)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(573 000)	(536 000)
	37	<u>(1 183 098)</u>	<u>(920 410)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 176 563	1 038 483
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	50 000	63 000
Régimes à cotisations déterminées	40	35 100	
Autres régimes (REER et autres)	41	3 508	8 153
Régimes de retraite des élus municipaux	42	1 287	1 602
	43	<u>1 266 458</u>	<u>1 111 238</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

2017**2016****10. Emprunts temporaires**Ville de Rosemère

La Ville bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 2 500 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2017, la marge de crédit n'est pas utilisée.

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et Lorraine

La régie a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes autorisée à 50 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2017, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

La Régie bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000 \$ portant intérêt sur avances aux taux de base de la BMO mois 1/2 pour cent. Ce prêt ne comporte aucune garantie.

De plus, une facilité de crédit Master Card d'un montant de 50 000 \$ est aussi disponible. Ces facilités de crédit sont renouvelables une fois l'an pour une période de douze mois sur la base des états financiers audités de l'exercice.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	4 230 252	2 269 793
Salaires et avantages sociaux	48	1 546 100	1 490 731
Dépôts et retenues de garantie	49	1 729 444	1 131 160
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus sur la dette	53	94 395	95 798
- Autres courus et passifs	54	507 417	412 504
-	55		
-	56		
-	57		
	58	8 107 608	5 399 986

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	187 816	124 704
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Inscriptions loisirs et autres	66	35 084	49 120
-	67		
-	68		
-	69		
	70	222 900	173 824

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017		2016	
13. Dette à long terme				
	Taux d'intérêt		Échéance	
	de	à	de	à
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	2,87	2018	2022
			71	
	27 225 433		27 752 818	
Obligations et billets en monnaies étrangères			72	
Gains (pertes) de change reportés			73	
			74	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			75	
Organismes municipaux			76	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			77	
Autres			78	1 649
			79	
	27 225 433		27 754 467	
Frais reportés liés à la dette à long terme			80	(208 095) (211 645)
			81	
	27 017 338		27 542 822	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres		
2018	82	90	4 203 945	98	107	115
2019	83	91	9 076 273	99	108	116
2020	84	92	5 832 158	100	109	117
2021	85	93	4 063 771	101	110	118
2022	86	94	4 049 286	102	111	119
2023 et +	87	95		103	112	120
	88	96	27 225 433	104	113	121
Intérêts et frais accessoires			105	()		122
	89	97	27 225 433	106	114	123
						27 225 433

Note

	2017		2016	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	124	(18 457 138)	125	(13 299 501)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	() ()	126	() ()
Autres	126	() ()	127	() ()
	127	(18 457 138)	128	(13 299 501)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	36 128 259	156	543 569	183		210	36 671 828
Eaux usées	129	25 040 641	157	3 093 968	184		211	28 134 609
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	42 800 242	158	2 181 866	185		212	44 982 108
Autres	131	14 260 027	159	3 138 763	186		213	17 398 790
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	20 882 021	161	21 729	188		215	20 903 750
Améliorations locatives	134	125 873	162	10 759	189	16 685	216	119 947
Véhicules	135	3 249 780	163	95 375	190	261 120	217	3 084 035
Ameublement et équipement de bureau	136	3 950 328	164	187 350	191	60 956	218	4 076 722
Machinerie, outillage et équipement divers	137	7 428 606	165	360 043	192	492 787	219	7 295 862
Terrains	138	3 229 450	166		193		220	3 229 450
Autres	139	190 460	167		194		221	190 460
	140	157 285 687	168	9 633 422	195	831 548	222	166 087 561
Immobilisations en cours	141	391 591	169	(275 756)	196		223	115 835
	142	157 677 278	170	9 357 666	197	831 548	224	166 203 396
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	14 257 805	171	835 711	198		225	15 093 516
Eaux usées	144	12 917 228	172	492 967	199		226	13 410 195
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	23 698 973	173	921 302	200		227	24 620 275
Autres	146	8 942 343	174	585 129	201		228	9 527 472
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	8 422 921	176	518 084	203		230	8 941 005
Améliorations locatives	149	69 879	177	13 137	204	16 685	231	66 331
Véhicules	150	1 897 479	178	260 942	205	249 961	232	1 908 460
Ameublement et équipement de bureau	151	3 591 214	179	135 108	206	30 093	233	3 696 229
Machinerie, outillage et équipement divers	152	5 408 874	180	390 720	207	317 155	234	5 482 439
Autres	153	190 460	181		208		235	190 460
	154	79 397 176	182	4 153 100	209	613 894	236	82 936 382
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	78 280 102					237	83 267 014
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241	26 495	243	26 495	245	
Amortissement cumulé	239	()	242	(1 325)	244	(1 325)	246	()
Valeur comptable nette	240						247	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
<hr/>			
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	248	727 559	727 559
Immeubles industriels municipaux	249		
Autres	250	62 042	62 042
	251	789 601	789 601
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	789 601	789 601
<hr/>			
Note			

<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Assurances et autres	254	139 767	255 619
-	255		
-	256		
Autres			
-	257		
-	258		
	259	139 767	255 619
<hr/>			
Note			
<hr/>			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

18. Fonds local d'investissement**2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	260
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261
Autres revenus	262
	263

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264
Variation de la provision pour moins-value	265
	266
Autres charges	267
	268
Excédent (déficit) de l'exercice	269

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	()
	275		
	276		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279		
	280		
Solde du Fonds local d'investissement	281		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	285

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

19. Fonds local de solidarité**2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	289

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	292
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	295

Excédent (déficit) de l'exercice	296
---	-----

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	()
	302		
	303		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	307

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	310

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	313

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

20. Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2017, la Ville et ses organismes contrôlés se sont engagés en vertu de contrats, à verser un montant total de 34 910 449\$.

Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochaines années sont les suivants :

2018	-	11 522 591 \$	2021	-	1 164 212 \$
2019	-	2 564 692 \$	2022	-	1 104 500 \$
2020	-	1 481 093 \$			

Le CITL s'est engagé par baux et par contrats envers des transporteurs. Au 1er juin 2017, le Réseau de transport métropolitain (RTM) succède aux droits et obligations du CITL pour la continuation de ces contrats en matière de transport collectif jusqu'à leur échéance.

21. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Au 31 décembre 2017, les réclamations pendantes s'élèvent à 19,2 M\$. Une provision de 415 000\$ a été comptabilisée.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin soit: les indemnisations des polices d'assurance, la provision pour réclamations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

En date du 31 mai 2017, le CITL fait l'objet d'une réclamation d'un transporteur. Le dossier fait l'objet d'une procédure d'arbitrage conventionnelle. Au 1er juin 2017, le RTM succède aux droits et obligations du CITL. Advenant un dénouement défavorable, le RTM assumera la réclamation.

d) Autres

De plus, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité visant la Loi 15 sur les régimes de retraite ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposées par la Fraternité des policiers et policières de la Régie intermunicipale de police Thérèse-de Blainville ou le syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4708 pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

états financiers. Advenant un accueil favorable de certains griefs syndicaux, la dépense sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

22. Redressement aux exercices antérieurs

L'état consolidé des résultats à la page S7 présente à ligne 27 un montant de 172 107 \$ qui correspond à l'actif net (part Rosemère) du CITL transféré au Réseau de transport métropolitain en date du 1er juin 2017.

L'actif net transféré se détail comme suit :

Actifs financiers

Débiteurs 862 594 \$

Passifs financiers

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie 18 041 \$

Créditeurs et charges à payer 758 543 \$

Revenus reportés 76 297 \$

Dettes à long terme 35 665 \$

Actifs non financiers

Immobilisations 196 950 \$

Autres actifs non financiers 1 109 \$

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé représente le budget initial adopté par le Conseil municipal reclassé pour fins de comparaison.

24. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

25. Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données des réalisations de 2016 ont été regroupées ou reclassées.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalisations 2016	Budget 2017	Réalisations 2017			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	23 862 303	23 915 300	23 659 016			23 659 016
Compensations tenant lieu de taxes	2	529 633	505 500	506 515			506 515
Quotes-parts	3					5 739 025	
Transferts	4	552 135	490 000	575 369		829 623	1 404 992
Services rendus	5	1 975 313	2 004 000	2 202 015		806 951	2 860 537
Imposition de droits	6	1 416 365	1 325 000	1 304 020			1 304 020
Amendes et pénalités	7	842 760	845 000	786 938		815 554	1 602 492
Revenus de placements de portefeuille	8	61 838	50 000	89 085			89 085
Autres revenus d'intérêts	9	88 979	100 000	119 911		20 295	140 206
Autres revenus	10	553 670	150 000	132 870		8 712	141 582
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	29 882 996	29 384 800	29 375 739		8 220 160	31 708 445
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14					965	965
Transferts	15	3 535 579		547 944		17 497	565 441
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18			570 647			570 647
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	3 535 579		1 118 591		18 462	1 137 053
	21	33 418 575	29 384 800	30 494 330		8 238 622	32 845 498
Charges							
Administration générale	22	4 352 363	4 642 300	4 572 641	187 836		4 760 477
Sécurité publique	23	5 548 666	4 963 700	5 033 710	21 840	5 218 912	6 085 387
Transport	24	5 786 678	6 616 900	6 274 653	1 344 374	1 935 799	8 981 446
Hygiène du milieu	25	5 145 078	6 048 300	5 402 885	1 497 459	1 310 754	7 086 099
Santé et bien-être	26	227 541	215 900	217 748			217 748
Aménagement, urbanisme et développement	27	704 896	770 000	725 286	27 720		753 006
Loisirs et culture	28	3 649 531	3 745 100	3 635 896	631 337		4 267 233
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	660 346	689 700	654 797		130 043	784 840
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	3 672 608	3 703 300	3 710 566	(3 710 566)		
	33	29 747 707	31 395 200	30 228 182		8 595 508	32 936 236
Excédent (déficit) de l'exercice	34	3 670 868	(2 010 400)	266 148		(356 886)	(90 738)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalisations 2016	Budget 2017		Réalisations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 670 868	(2 010 400)	266 148	(356 886)	(90 738)
Moins: revenus d'investissement	2	(3 535 579)	()	(1 118 591)	(18 462)	(1 137 053)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	135 289	(2 010 400)	(852 443)	(375 348)	(1 227 791)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	3 672 608	3 703 300	3 710 566	442 534	4 153 100
Produit de cession	5	874 299		54 801	9 157	63 958
(Gain) perte sur cession	6	(465 530)		(41 675)	(1 579)	(43 254)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	4 081 377	3 703 300	3 723 692	450 112	4 173 804
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12			48 344		48 344
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				2 090	2 090
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	25 200		30 563	2 025	32 588
	15	25 200		78 907	4 115	83 022
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		424 000			
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 228 864)	(2 437 200)	(2 416 289)	(178 257)	(2 594 546)
	18	(2 228 864)	(2 013 200)	(2 416 289)	(178 257)	(2 594 546)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(37 068)	(27 100)	(46 130)	(98 612)	(144 742)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			15 200	215 858	231 058
Excédent de fonctionnement affecté	21		1 515 200	1 515 200	249 468	1 764 668
Réserves financières et fonds réservés	22	98 299	(1 141 800)	(1 196 522)		(1 196 522)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	43 582	(26 000)	35 612	(34 011)	1 601
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	104 813	320 300	323 360	332 703	656 063
	26	1 982 526	2 010 400	1 709 670	608 673	2 318 343
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 117 815		857 227	233 325	1 090 552

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalisations 2016		Réalisations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	3 535 579	1 118 591	18 462	1 137 053
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(152 427)	(117 239)	()	(117 239)
Sécurité publique	3	()	(10 423)	(206 307)	(216 730)
Transport	4	(1 186 958)	(2 197 735)	(43 483)	(2 241 218)
Hygiène du milieu	5	(1 867 882)	(3 643 565)	()	(3 643 565)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(318 603)	(3 138 914)	()	(3 138 914)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(3 525 870)	(9 107 876)	(249 790)	(9 357 666)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(32 668)	(44 102)	(3 576)	(47 678)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 392 013	2 600 017	26 495	2 626 512
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	37 068	46 130	98 612	144 742
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	579 600			
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	366 200	518 550		518 550
	18	982 868	564 680	98 612	663 292
	19	(183 657)	(5 987 281)	(128 259)	(6 115 540)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	3 351 922	(4 868 690)	(109 797)	(4 978 487)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2016	Administration municipale	Administration municipale	2017 Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS						
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 810 480		4 239 355	1 729 082	5 968 437
Débiteurs (note 5)	2	10 951 406		10 859 495	1 373 007	11 979 756
Prêts (note 6)	3					
Placements de portefeuille (note 7)	4	152 781		117 976	7 637	125 613
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6					
Autres actifs financiers (note 9)	7					
	8	16 914 667		15 216 826	3 109 726	18 073 806
PASSIFS						
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9					
Emprunts temporaires (note 10)	10					
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 070 268		7 097 612	1 262 742	8 107 608
Revenus reportés (note 12)	12	165 097		222 900		222 900
Dette à long terme (note 13)	13	25 647 300		25 766 143	1 251 195	27 017 338
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	281 000		519 000	664 098	1 183 098
	15	30 163 665		33 605 655	3 178 035	36 530 944
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(13 248 998)		(18 388 829)	(68 309)	(18 457 138)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 15)	17	72 998 057		78 382 241	4 885 754	83 267 014
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	789 601		789 601		789 601
Stocks de fournitures	19	314 761		338 493		338 493
Autres actifs non financiers (note 17)	20	20 504		18 567	121 200	139 767
	21	74 122 923		79 528 902	5 006 954	84 534 875
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	2 955 695		2 922 721	578 437	3 501 158
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 730 954		1 090 754	263 219	1 353 973
Réserves financières et fonds réservés	24	1 021 467		1 699 439	343	1 699 782
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25 (	427 462 ) (		463 073 ) (	335 750 ) (	798 823)
Financement des investissements en cours	26	2 607 707		(2 260 983)	(127 591)	(2 388 574)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	52 985 564		58 151 215	4 559 987	62 710 221
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28					
	29	60 873 925		61 140 073	4 938 645	66 077 737

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2017	2017	2017	2016
Rémunération	1	6 481 700	6 581 189	10 154 442	10 707 047
Charges sociales	2	1 862 300	1 867 720	2 873 789	2 798 101
Biens et services	3	10 014 600	9 097 521	12 365 215	13 937 080
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	559 300	468 309	480 386	491 217
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	118 400	161 488	192 731	210 485
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	12 000	25 000	111 723	67 855
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	7 658 600	7 341 117	1 602 092	558 965
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	985 000	975 272	1 002 758	947 984
Amortissement des immobilisations	14	3 703 300	3 710 566	4 153 100	4 127 883
Autres					
-	15				32 706
-	16				
-	17				
	18	31 395 200	30 228 182	32 936 236	33 879 323

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 501 158	3 777 762
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 353 973	1 982 543
Réserves financières et fonds réservés	3	1 699 782	1 021 810
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	798 823 ) (	797 224)
Financement des investissements en cours	5	(2 388 574)	2 589 913
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	62 710 221	57 765 778
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	66 077 737	66 340 582
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 922 721	2 955 695
Organismes contrôlés ¹	10	578 437	822 067
	11	3 501 158	3 777 762
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Équilibre budgétaire	12	875 000	1 475 200
- Transport collectif	13	207 754	207 754
- Autres	14	8 000	48 000
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 090 754	1 730 954
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22	263 219	251 589
-	23		
-	24		
	25	263 219	251 589
	26	1 353 973	1 982 543
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Fonds d'oeuvres d'art	27	22 500	15 000
- Fonds d'infrastructures	28	1 166 470	
-	29		
-	30		
-	31		
	32	1 188 970	15 000
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	10 607	219 848
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	492 296	779 395
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42	343	
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-Fonds de stationnement	45	7 566	7 567
-	46		
	47	510 812	1 006 810
	48	1 699 782	1 021 810

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	179 000) (
		179 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	151 982) (
Autres	52 (	365 256) (
		405 525)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	190 000) (
		190 000)
	54 (	886 238) (
		943 494)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
)
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 () (
)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
)
Autres		
-	58 () (
)
-	59 () (
)
	60 (	886 238) (
		943 494)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
)
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	5 511) (
		8 268)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
)
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
)
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
)
Autres		
-	66 () (
)
-	67 () (
)
	68 (	5 511) (
		8 268)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
)
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	(92 926)) (
		(154 538))
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
)
Autres		
-	72 () (
)
-	73 () (
)
	74 (	(92 926)) (
		(154 538))
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 (	798 823) (
		797 224)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	2 312 270	2 666 653
Investissements à financer	83 (	4 700 844 ) (	76 740)
	84	(2 388 574)	2 589 913
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	83 267 014	78 280 102
Propriétés destinées à la revente	86	789 601	789 601
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	125 613	160 957
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	84 182 228	79 230 660
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	84 182 228	79 230 660
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	93 (	27 017 338 ) (	27 542 822)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	208 095 ) (	211 645)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	5 762 193	6 298 353
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	21 463 240 ) (	21 456 114)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	8 767 ) (	8 768)
	100 (	21 472 007 ) (	21 464 882)
	101	62 710 221	57 765 778

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>2</u>	2 <u></u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de la Ville de Rosemère et le régime de retraite des employés de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville (Régie) sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec* (L.R.Q., chapitre R - 15.1) et de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des trois meilleures années de rémunération ou de la moyenne des huit meilleures années de rémunération pour certains employés de la Régie. Ces avantages varient en fonction de l'employeur et du groupe d'emploi à l'intérieur duquel se retrouve un employé et la période de services rendus. Les participants et les employeurs se partagent le financement de leur régime respectif par le versement de cotisations.

L'évaluation actuarielle la plus récente de la Ville de Rosemère des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée le 31 décembre 2014 et la prochaine évaluation devrait être effectuée en date du 31 décembre 2017.

L'évaluation actuarielle la plus récente de la Régie intermunicipale Thérèse-De Blainville des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée le 31 décembre 2015 et la prochaine évaluation devrait être effectuée en date du 31 décembre 2018.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la "Loi"). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le "service antérieur") et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le "service postérieur"). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

En mars 2018, la Ville a convenu une entente avec les participants au régime de retraite. L'effet de la modification des dispositions en vertu de l'entente est reflété dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2017.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(384 410)	(452 164)
Charge de l'exercice	4	(1 176 563)	(1 038 483)
Cotisations versées par l'employeur	5	950 875	1 106 237
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	<u>(610 098)</u>	<u>(384 410)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	37 146 574	34 667 994
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(38 216 832)	(36 337 328)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(1 070 258)	(1 669 334)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	460 160	1 284 924
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(610 098)	(384 410)
Provision pour moins-value	12	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	<u>(610 098)</u>	<u>(384 410)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	15 140 574	34 667 994
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(16 210 832)	(36 337 328)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(1 070 258)	(1 669 334)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 693 609	1 616 983
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	(58 927)	(534 559)
	20	1 634 682	1 082 424
Cotisations salariales des employés	21	(732 144)	(678 361)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()	()
	23	902 538	404 063
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	150 408	99 561
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	30 000	534 559
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		(44 000)
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	<u>1 082 946</u>	<u>994 183</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	1 963 238	1 894 165
Rendement espéré des actifs	33	(1 869 621)	(1 849 865)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	<u>93 617</u>	<u>44 300</u>
Charge de l'exercice	35	<u>1 176 563</u>	<u>1 038 483</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	3 042 997	1 986 897
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(1 869 621)	(1 849 865)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	1 173 376	137 032
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(529 018)	(1 120 881)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	2 247 435	1 517 621
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	22 520 000	34 620 994
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	1 103 981	514 214
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	18	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,50 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,50 %	5,70 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,50 %	3,40 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,50 %	2,40 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
	<u>1</u>	<u>1</u>
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
Les employés de la Ville de Rosemère bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux complémentaires de retraite qui comprennent notamment l'assurance-vie et la couverture de soins de santé.		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (536 000)	(480 000)
Charge de l'exercice	56 (50 000)	(63 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 13 000	7 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(573 000)</u>	<u>(536 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (547 000)	(540 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (547 000)	(540 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (26 000)	4 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (573 000)	(536 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(573 000)</u>	<u>(536 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (547 000)	(540 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 <u>(547 000)</u>	<u>(540 000)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 42 000	36 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71 (10 000)	
	72 32 000	36 000
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74 32 000	36 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75 1 000	7 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	33 000	43 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	17 000	20 000
Rendement espéré des actifs	84	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	17 000	20 000
Charge de l'exercice	86	50 000	63 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	29 000	39 000
Prestations versées au cours de l'exercice	91	13 000	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	11	11
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	3,50 %	3,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	5,75 %	5,88 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	3,50 %	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	2 036	2 036
Autres hypothèses économiques			
- Taux de croiss. soins de santé	103		3
-	104		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 1

Description des régimes et autres renseignements

Cotisation volontaire régime de retraite (Ville de Rosemère)

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	106	<u>35 100</u>	<u></u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 1

Description des régimes et autres renseignements

REER collectif (CITL)

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	108	<u>3 508</u>	<u>8 153</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 ☒ Oui
 110 ☐ Non

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111	<u>21</u>	<u>22</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>306</u>	<u>338</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	1 287	1 602
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>1 287</u>	<u>1 602</u>
	115		

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017

Administration municipale

Dette à long terme	1	25 974 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	4 573 253
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	492 296
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	4 843 517
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 523 376
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	23 688 064
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	378 762
--	----	---------

Endettement net à long terme	16	24 066 826
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	117 808
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	2 346 000
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	20	26 530 634
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	26 530 634
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2017	2017	2017	2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	16 494 600	16 322 272	16 322 272	17 756 058
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	2 312 600	2 288 505	2 288 505	2 123 298
Activités de fonctionnement	3	1 174 700	1 166 470	1 166 470	
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8	900			2 855
	9	19 982 800	19 777 247	19 777 247	19 882 211
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 605 700	1 505 186	1 505 186	1 587 223
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	1 618 800	1 593 434	1 593 434	1 583 874
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		75 391	75 391	68 022
Service de la dette	18	708 000	707 758	707 758	740 973
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	3 932 500	3 881 769	3 881 769	3 980 092
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	3 932 500	3 881 769	3 881 769	3 980 092
	26	23 915 300	23 659 016	23 659 016	23 862 303

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2017	2017	2017	2016
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	27	500	921	921	
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	28				
Taxes d'affaires	29				
Compensations pour les terres publiques	30				
	31	500	921	921	
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	32	76 300	76 164	76 164	83 789
Cégeps et universités	33				
Écoles primaires et secondaires	34	428 700	429 430	429 430	445 844
	35	505 000	505 594	505 594	529 633
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	36				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37				
Taxes d'affaires	38				
	39				
	40	505 500	506 515	506 515	529 633
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	41				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	42				
Taxes d'affaires	43				
	44				
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	45				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	46				
	47				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises					
autoconsommatrices d'électricité	48				
Autres	49				
	50				
	51	505 500	506 515	506 515	529 633

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2017	2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53		13 237	4 626
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	21 600	57 532	42 137
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		496 829	1 155 798
Transport adapté	61		64 655	125 419
Transport scolaire	62			
Autres	63		207 903	391 673
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	50 820	58 660	47 626
Réseau de distribution de l'eau potable	68	33 880	38 951	41 884
Traitement des eaux usées	69		38 990	47 067
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	115 000	135 850	134 351
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	2 600	1 293	250
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	23 200	35 428	27 305
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	57 900	67 149	68 765
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	305 000	394 863	2 086 901

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2017	2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	220 767	220 767	1 145 102
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		17 497	14 433
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	185 419	185 419	1 395 805
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	141 758	141 758	964 572
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			30 100
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	547 944	565 441	3 550 012

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	185 000	180 506	180 506
Fonds de développement des territoires	135			189 817
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137		8 009	5 872
	138	185 000	180 506	188 515
TOTAL DES TRANSFERTS	139	490 000	1 123 313	1 970 433
				5 832 602

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140	130 000	212 353	212 353
Évaluation	141			118 589
Autres	142	230 400	251 571	215 079
	143	360 400	463 924	333 668
Sécurité publique				
Police	144		71 492	111 564
Sécurité incendie	145			2 035
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148		71 492	113 599
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151	60 000	47 301	35 775
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	60 000	47 301	35 775
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	1 129 500	1 196 165	1 079 281
Réseau de distribution de l'eau potable	156			1 054 330
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158	16 100	15 664	3 603
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	1 145 600	1 211 829	1 094 945
Santé et bien-être				1 057 933
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174		4 432	4 432
	175		4 432	4 432
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 566 000	1 727 486	1 650 549
				1 540 975

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	182		16 946	
Évaluation	183			
Autre	184	56 900	89 849	86 741
	185	56 900	89 849	106 795
Sécurité publique				
Police	186		136 719	114 657
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188			
Autres	189	10 000	15 267	10 088
	190	10 000	15 267	151 986
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194		522 021	1 173 539
Transport adapté	195		40 790	80 415
Transport scolaire	196		18 983	
Autres	197			82 918
Autres	198	19 800	20 860	19 859
	199	19 800	20 860	602 654
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209	13 700	13 698	12 654
	210	13 700	13 698	13 698
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218	25 500	37 550	26 900
	219	25 500	37 550	37 550
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220			
Activités culturelles				
Bibliothèques	221			
Autres	222	312 100	297 305	297 305
	223	312 100	297 305	297 305
Réseau d'électricité	224			
	225	438 000	474 529	1 209 988
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	2 004 000	2 202 015	2 860 537
				3 420 783

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalizations	Réalizations	Réalizations
		2017	2017	2017	2016
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	227	125 000	131 839	131 839	168 614
Droits de mutation immobilière	228	1 200 000	1 172 181	1 172 181	1 247 751
Droits sur les carrières et sablières	229				
Autres	230				
	231	1 325 000	1 304 020	1 304 020	1 416 365
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	232	845 000	786 938	1 602 492	1 671 524
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	233	50 000	89 085	89 085	78 817
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	234	100 000	119 911	140 206	88 979
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235		41 675	43 254	467 637
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237				
Contributions des promoteurs	238				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239				
Contributions des organismes municipaux	240		219 035	219 032	
Autres contributions	241		351 612	351 615	
Autres	242	150 000	91 195	98 328	107 074
	243	150 000	703 517	712 229	574 711
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	244				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	327 700	275 850	18 042	293 892	293 892	330 573
Greffe et application de la loi	2	1 201 100	1 166 962	52 531	1 219 493	1 219 493	1 077 183
Gestion financière et administrative	3	1 635 700	1 571 316	68 870	1 640 186	1 640 186	1 539 409
Évaluation	4	454 500	430 946	7 588	438 534	438 534	280 765
Gestion du personnel	5	394 800	466 340	17 374	483 714	483 714	767 783
Autres							
- Communication et autres	6	628 500	661 227	23 431	684 658	684 658	541 814
-	7						
	8	4 642 300	4 572 641	187 836	4 760 477	4 760 477	4 537 527
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	4 288 400	4 331 230	21 125	4 352 355	5 382 192	5 162 224
Sécurité incendie	10	675 300	700 780		700 780	700 780	1 350 420
Sécurité civile	11		1 700	715	2 415	2 415	2 554
Autres	12						12 300
	13	4 963 700	5 033 710	21 840	5 055 550	6 085 387	6 527 498
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 624 400	2 748 910	1 181 160	3 930 070	3 930 070	3 707 913
Enlèvement de la neige	15	1 203 600	1 109 239	43 821	1 153 060	1 153 060	1 131 211
Éclairage des rues	16	328 000	294 265		294 265	294 265	314 970
Circulation et stationnement	17	180 000	184 375		184 375	184 375	137 090
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 277 300	1 934 305	119 393	2 053 698	3 416 117	4 821 928
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	3 600	3 559		3 559	3 559	8 923
	22	6 616 900	6 274 653	1 344 374	7 619 027	8 981 446	10 122 035

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite) **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Administration municipale				Données consolidées	
Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		

HYGIÈNE DU MILIEU

Eau et égout

Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 607 700	1 432 247	421 489	1 853 736	1 853 736	1 825 110
Réseau de distribution de l'eau potable	24	719 000	383 280	560 467	943 747	943 747	970 112
Traitement des eaux usées	25	934 200	962 095		962 095	1 147 850	1 081 291
Réseaux d'égout	26	662 500	747 608	480 018	1 227 626	1 227 626	1 128 630

Matières résiduelles

Déchets domestiques et assimilés

Collecte et transport	27	273 600	276 130		276 130	276 130	269 079
Élimination	28	212 700	196 319		196 319	196 319	235 454

Matières recyclables

Collecte sélective							
Collecte et transport	29	363 200	334 515		334 515	334 515	364 979
Tri et conditionnement	30	43 800	31 324		31 324	31 324	39 262

Matières organiques

Collecte et transport	31	247 000	256 161	35 485	291 646	291 646	108 730
Traitement	32	148 300	102 856		102 856	102 856	86 088
Matériaux secs	33	293 300	317 498		317 498	317 498	270 024

Autres

Plan de gestion	34						
Autres	35						
	36						

Cours d'eau

Protection de l'environnement	37						
Autres	38	534 900	354 918		354 918	354 918	311 878
	39	8 100	7 934		7 934	7 934	8 923

	40	6 048 300	5 402 885	1 497 459	6 900 344	7 086 099	6 699 560
--	----	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

Logement social	41	195 900	190 902		190 902	190 902	227 541
-----------------	----	---------	---------	--	---------	---------	---------

Sécurité du revenu

Autres	42						
	43	20 000	26 846		26 846	26 846	

	44	215 900	217 748		217 748	217 748	227 541
--	----	---------	---------	--	---------	---------	---------

AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT

Aménagement, urbanisme et zonage	45	707 300	663 384	27 720	691 104	691 104	696 529
----------------------------------	----	---------	---------	--------	---------	---------	---------

Rénovation urbaine

Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						

Promotion et développement économique

Industries et commerces	48						
Tourisme	49						

Autres	50	62 700	61 902		61 902	61 902	35 693
--------	----	--------	--------	--	--------	--------	--------

	51						
	52	770 000	725 286	27 720	753 006	753 006	732 222

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite) **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017			Réalisations 2017	Réalisations 2016	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	537 200	483 973	112 229	596 202	596 202	576 709
Patinoires intérieures et extérieures	54	610 400	592 114	137 473	729 587	729 587	724 456
Piscines, plages et ports de plaisance	55	170 200	181 352	36 722	218 074	218 074	191 545
Parcs et terrains de jeux	56	857 900	815 659	187 848	1 003 507	1 003 507	1 118 799
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	179 900	189 585	43 354	232 939	232 939	219 860
Autres	59	181 000	166 516		166 516	166 516	120 463
	60	2 536 600	2 429 199	517 626	2 946 825	2 946 825	2 951 832
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	141 600	138 052	42 808	180 860	180 860	157 397
Bibliothèques	62	1 035 700	1 035 036	58 309	1 093 345	1 093 345	1 110 720
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	31 200	33 609	12 594	46 203	46 203	43 434
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	1 208 500	1 206 697	113 711	1 320 408	1 320 408	1 311 551
	67	3 745 100	3 635 896	631 337	4 267 233	4 267 233	4 263 383
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	583 200	539 636		539 636	582 415	610 817
Autres frais	70	94 500	90 161		90 161	90 702	90 885
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	12 000	25 000		25 000	110 415	64 300
Autres	72					1 308	3 555
	73	689 700	654 797		654 797	784 840	769 557
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	3 703 300	3 710 566	(3 710 566)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la **Ville de Rosemère** (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.



Vaudreuil-Dorion,
Le 30 avril 2018

1

¹ CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797



**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	23 659 016
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	6 096 968
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	75 391
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>17 486 657</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	2 616 303 900
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>2 618 400 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>2 617 351 950</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 , 6 6 8 1 / 100 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	482 862	482 862	1 154 826
Usines de traitement de l'eau potable	2	74 569	74 569	73 279
Usines et bassins d'épuration	3			32 008
Conduites d'égout	4	3 037 043	3 037 043	604 620
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 984 177	1 984 177	672 149
Ponts, tunnels et viaducs	7	154 081	154 081	39 049
Systèmes d'éclairage des rues	8	11 426	11 426	10 405
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	3 104 220	3 104 220	157 441
Autres infrastructures	11	18 615	18 615	59 457
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	17 559	17 559	148 329
Édifices communautaires et récréatifs	14	13 718	13 718	100 819
Améliorations locatives	15		10 759	5 508
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	16 798	95 375	242 556
Ameublement et équipement de bureau	18	134 193	221 843	86 710
Machinerie, outillage et équipement divers	19	58 615	131 419	313 659
Terrains	20			28 484
Autres	21			
	22	9 107 876	9 357 666	3 729 299

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	482 862	482 862	1 154 826
Usines de traitement de l'eau potable	24	74 569	74 569	73 279
Usines et bassins d'épuration	25			32 008
Conduites d'égout	26	3 037 043	3 037 043	604 620
Autres infrastructures	27	5 272 519	5 272 519	938 501
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	240 883	490 673	926 065
	34	9 107 876	9 357 666	3 729 299

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017***Non audité***

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	9 107 876	3 525 870
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	9 107 876	3 525 870

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	779 052		286 763	492 289
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 412 382		657 204	1 755 178
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	18 264 680	2 626 512	1 675 419	19 215 773
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	21 456 114	2 626 512	2 619 386	21 463 240
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 298 353	49 783	935 943	5 412 193
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11		350 000		350 000
	12	6 298 353	399 783	935 943	5 762 193
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	6 298 353	399 783	935 943	5 762 193
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	6 298 353	399 783	935 943	5 762 193
	19	27 754 467	3 026 295	3 555 329	27 225 433
Dette en cours de refinancement	20 ())
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	27 754 467	3 026 295	3 555 329	27 225 433

Note

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	122 600	106 521	106 521	110 430
Sécurité publique					
Police	4	4 158 700	4 158 651	1 121	9 020
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	1 956 900	1 620 490	1 047 110	(8 312)
Autres	10	3 700	3 558	3 558	8 923
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	974 200	1 019 610	11 495	11 516
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15	8 100	7 934	7 934	8 923
Santé et bien-être					
Logement social	16	196 000	190 902	190 902	227 541
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	63 000	62 435	62 435	70 461
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	170 900	166 516	166 516	120 463
Activités culturelles	23	4 500	4 500	4 500	
Réseau d'électricité					
	24				
	25	7 658 600	7 341 117	1 602 092	558 965

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	20,15	35,00	40 628,00	1 981 498	573 481	2 554 979
Professionnels	2						
Cols blancs	3	40,88	35,00	78 991,00	2 176 008	629 776	2 805 784
Cols bleus	4	30,27	40,00	73 460,00	2 204 326	649 625	2 853 951
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	91,30		193 079,00	6 361 832	1 852 882	8 214 714
Élus	9	7,00			219 357	14 838	234 195
	10	98,30			6 581 189	1 867 720	8 448 909

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	58 660				58 660
Réseau de distribution de l'eau potable	13	53 638	118 839	41 040		213 517
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	463 071	308 399	79 666		851 136
	17	575 369	427 238	120 706		1 123 313

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	38 691	27 089
	4	38 691	27 089
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	27 393	31 054
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	27 393	31 054
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	189 013	205 971
Enlèvement de la neige	11	1 116	844
Autres	12	3 556	3 174
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	193 685	209 989
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	77 644	76 815
Réseau de distribution de l'eau potable	17	165 388	164 137
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	78 847	77 330
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	16 720	9 873
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	338 599	328 155
Santé et bien-être			
Logement social	27	115	130
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	115	130
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	5 620	8 501
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	5 620	8 501
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	14 962	25 631
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	35 732	29 797
Autres	38		
	39	50 694	55 428
Réseau d'électricité			
	40		
	41	654 797	660 346

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Madeleine Leduc	64 888	16 476
Normand Corriveau	18 534	9 267
Marie-Andrée Bonneau	13 808	6 904
Daniel Simoneau	8 325	4 163
Guylaine Richer	15 113	7 556
Kateri Lesage	18 479	9 240
Eric Westram	24 254	11 962
Stéphanie Nantel	2 404	1 202
Hélène Akzam	2 404	1 202
René Villeneuve	2 841	1 420
Melissa Monk	2 404	1 202
Philip Panet-Raymond	3 256	1 628
Marie-Hélène Fortin	2 404	1 202

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	800 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23 _____	\$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017		
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29 _____	\$
b) autres formes d'aide	30 _____	\$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31 _____	
Facteur comparatif de 2017	32 _____	
Valeur uniformisée	33 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET

34 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

35 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

36 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

37 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

38 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

39 _____

b) Date d'adoption de la résolution

40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	17 658 200
------------------------	---	------------

Taxes spéciales

Service de la dette	2	2 312 700
---------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement	3	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	4	
----------------------------	---	--

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette	5	
---------------------	---	--

Activités de fonctionnement	6	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	7	
----------------------------	---	--

Autres	8	
--------	---	--

	9	19 970 900
--	---	------------

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau	10	1 740 000
-----	----	-----------

Égout	11	
-------	----	--

Traitement des eaux usées	12	
---------------------------	----	--

Matières résiduelles	13	1 590 800
----------------------	----	-----------

Autres	14	
--------	----	--

-	15	
---	----	--

-	16	
---	----	--

Centres d'urgence 9-1-1	17	62 000
-------------------------	----	--------

Service de la dette	18	565 800
---------------------	----	---------

Activités de fonctionnement	19	
-----------------------------	----	--

Activités d'investissement	20	
----------------------------	----	--

	21	3 958 600
--	----	-----------

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
--------------------------------------	----	--

Autres	23	
--------	----	--

	24	
--	----	--

	25	3 958 600
--	----	-----------

	26	23 929 500
--	----	------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	76 200
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	429 300
	9	505 500

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	505 500

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	505 500

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 2 045 523 870	X 5 0,4592 /100\$	6 9 393 046				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10 582 018 730	X 11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 12 378 400	X 20 0,9255 /100\$	21 114 562				
Immeubles agricoles	22	X 23 /100\$	24				
Total			25 9 507 608	26 ()	27 ()	28 8 150 592	29 17 658 200
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 2 045 523 870	X 34 0,0596 /100\$	35 1 219 132				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39 582 018 730	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48 12 378 400	X 49 0,1121 /100\$	50 13 876				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54 1 233 008	55 ()	56 ()	57 1 079 692	58 2 312 700

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19	X 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X 23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....)	27 (.....)	28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....)	56 (.....)	57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....)	63 (.....)	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 1 | 7 | 5 | , 0 | 0 | \$
Égout	2 | | | , | | | \$
Eau et égout	3 | | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4 | | | , | | | \$
Matières résiduelles	5 3 | 0 0 , 0 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau au compteur	0,9613	7	Mètre cube
Amélioration locale		7	Divers taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	23 929 500
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	6 273 300
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	62 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	17 594 200

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	2 639 921 000
----	---------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	<div style="border: 1px solid black; display: inline-block; width: 20px; height: 20px; text-align: center; vertical-align: middle;"> </div> <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; width: 20px; height: 20px; text-align: center; vertical-align: middle;"> </div> <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; width: 20px; height: 20px; text-align: center; vertical-align: middle;">0</div> , <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; width: 20px; height: 20px; text-align: center; vertical-align: middle;">6</div> <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; width: 20px; height: 20px; text-align: center; vertical-align: middle;">6</div> <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; width: 20px; height: 20px; text-align: center; vertical-align: middle;">6</div> <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; width: 20px; height: 20px; text-align: center; vertical-align: middle;">5</div> /100 \$
----	---

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	9 292 800			128 300		
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	113 160					
Autres	5	261 888					
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	9 667 848			128 300		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
<hr/>					
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	10 549 800			19 970 900
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	452 640			565 800
Autres	13	3 068 912			3 330 800
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
<hr/>					
	16	14 071 352			23 867 500
<hr/>					

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			

Évaluation imposable inférieure à 100 000 000\$ = 1.5365 (générale + dette)

Évaluation imposable supérieur à 100 000 000\$ = 1.6373 (générale et dette)

Non audité

La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles
en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables
seulement (incluant les immeubles industriels)
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que
non résidentiels et industriels

2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le
31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des
taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?

3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements
de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?

Si oui, indiquer le montant.

4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitali-
sation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM
(utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année
suivante)

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)

6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget

7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long
terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget

8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget

12	<input checked="" type="checkbox"/>	13	<input type="checkbox"/>	14	<input type="checkbox"/>
15	<input type="checkbox"/>	16	<input type="checkbox"/>	17	<input checked="" type="checkbox"/>
18	<input type="checkbox"/>	19	<input type="checkbox"/>	20	<input checked="" type="checkbox"/>
21	<input type="checkbox"/>	22	<input checked="" type="checkbox"/>		
23	<input type="checkbox"/>	24	<input checked="" type="checkbox"/>		
25					\$
26					\$
27	31 314 100				\$
28	2 448 600				\$
29	712 800				\$
30	875 000				\$

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 100 rue charbonneau
 (no) (rue)
Ville de Rosemère J7A 3W1
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 621-3500
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel info@ville.rosemere.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Jocelyne Montreuil

Téléphone (450) 621-3500
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel jmontreuil@ville.rosemere.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier Inc.

Titre CPA auditeur

Adresse 476, avenue Saint-Charles, bureau 102
 (no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)

 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , _____ , atteste que le rapport financier consolidé
(Nom)
de Rosemère pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,
a été déposé à la séance du conseil du _____ .
(Date)

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont
détenues par Rosemère .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Rosemère consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée
appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que
Rosemère détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue
selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de _____ (90 738) \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de _____ ,6681 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-05-07 09:01:00

Date de transmission au Ministère :